

Présidentielle 2017

Des promesses aux réalités : Cinq scénarios possibles pour 2018-2022

Coe-Rexecode a construit, selon une approche inédite, un scénario économique prévisionnel pour chacun des cinq principaux candidats. Ce scénario intègre non seulement les mesures affichées par chacun mais aussi **les réactions de l'ensemble du système économique et les actions correctrices qui s'avèreront nécessaires** en cours de quinquennat.

Cette manière de faire peut surprendre. L'expérience des dernières décennies nous a appris qu'après la mise en œuvre de premières mesures et une période de tâtonnement, aucun des Présidents de la République n'a réellement appliqué son programme initial, tel qu'il l'avait annoncé avant l'élection. Les réactions de l'économie aux mesures initiales les ont en effet contraints à des changements de politique économique et à de nouvelles orientations, souvent dans un sens très différent des engagements initiaux.

Les principaux résultats

1. Les trajectoires *ex ante* de déficit public (en % du PIB) : par simple addition des dépenses publiques et « des économies » annoncées.

Ces trajectoires n'intègrent pas les réactions de l'économie.

Déficit *ex ante* (en % du PIB)

	2018	2019	2020	2021	2022
Fillon	-4,3	-3,7	-3,5	-3,4	-3,0
Hamon	-6,0	-6,9	-7,7	-8,4	-9,1
Le Pen	-5,8	-6,4	-6,9	-7,4	-7,7
Macron	-5,8	-4,8	-4,7	-4,7	-4,5
Mélenchon	-10,1	-11,0	-12,0	-13,1	-14,0

A ce stade, **quatre programmes sur cinq ne sont pas « eurocompatibles » *ex ante*** et ne le seraient toujours pas même si on intégrait les effets macroéconomiques des programmes. Deux d'entre eux (Le Pen, Mélenchon) pensent résoudre le problème en changeant de monnaie et en sortant de l'euro. Deux autres (Hamon, Macron), sont portés par des candidats qui affirment leur engagement européen. Ils seront contraints de remettre plus ou moins en cause les projets initiaux.

2. Les scénarios de rupture (Le Pen, Mélenchon)

Ces scénarios démarrent par la mise en œuvre des programmes et se poursuivent par un changement de monnaie, une crise financière et la nécessité de mesures de redressement. Ils ne relèvent plus des méthodes variantielles habituelles. Ils sont esquissés dans le dossier.

3. Les scénarios de réformes (Fillon, Hamon, Macron)

François Fillon : le programme comporte peu de dépenses publiques supplémentaires, des « économies » importantes (que nous ne retenons que partiellement), il concentre d'emblée l'effort sur les mesures de compétitivité.

Benoît Hamon : le programme comprend beaucoup de dépenses publiques supplémentaires, pas d'économies, très peu de mesures de compétitivité.

Emmanuel Macron : le programme d'Emmanuel Macron comporte aussi de nombreuses dépenses publiques, des économies peu documentées (que nous ne retenons qu'en partie) et il laisse non résolu le déficit des régimes de retraites. Il retient des mesures de compétitivité (avec cependant une hausse du coût du travail), à rebours des efforts de compétitivité du quinquennat de François Hollande.

4. Comparaison des programmes de rupture et des programmes de réformes (en cumul sur le quinquennat)

Variation cumulée sur l'ensemble du quinquennat
(en taux de variation de 2017 à 2022)

	Programmes de rupture	Programmes de réforme*
• Croissance		
PIB	2,4	7,4
Consommation des ménages	-0,9	7,5
Investissement	-7,9	11,2
Exportations de biens et services	25,2	22,2
Importations de biens et services	9,3	19,5
• Emploi (en milliers)	-481	+980

* Moyenne Fillon – Macron - Hamon

Comparaison des trois programmes de réformes

Programmes	Fillon	Hamon	Macron
PIB	9,5	4,7	7,8
Consommation des ménages	7,9	8,3	6,2
Investissement total	14,4	5,8	13,3
Exportations de biens et services	26,6	16,1	23,8
Importations de biens et services	17,4	23,3	17,9
Emploi (en milliers)	1489	371	1081
Solde public (en % du PIB)	-13,7	-18,8	-18,4

Conclusion

Tous ces chiffres sont des ordres de grandeur et dépendants des multiples hypothèses de ce genre d'exercice. Les chiffres doivent être pris avec une certaine distance. Il nous semble cependant qu'ils délivrent des **messages clairs**.

1. **Le changement de monnaie**, présenté quelquefois comme une issue salvatrice, **ne résout en rien les problèmes** de l'économie française.
2. **L'augmentation de la dépense publique** peut paraître un moyen désirable de distribuer du pouvoir d'achat à court terme, elle **se heurte rapidement à des obstacles de compétitivité** extérieure **et de déficits** intérieurs qui la rendent inopérante.
3. **Le rétablissement de la compétitivité française est la clé** d'une relance durable de la croissance et de l'emploi.

Programmes de réforme

Fillon

	2018	2019	2020	2021	2022
Croissance	1,6	1,7	2,0	1,9	1,9
Emploi salarié en milliers (variation en moyenne annuelle)	247	374	300	299	269
Solde public (en % du PIB)	-4,1	-3,3	-2,7	-2,1	-1,4

Macron

	2018	2019	2020	2021	2022
PIB	2,7	1,2	1,1	1,3	1,3
Emploi salarié en milliers (variation en moyenne annuelle)	386	282	72	172	168
Solde public (en % du PIB)	-4,9	-3,8	-3,6	-3,3	-2,8

Hamon

	2018	2019	2020	2021	2022
PIB	4,1	-0,1	-0,6	0,5	0,8
Emploi salarié en milliers (variation en moyenne annuelle)	364	159	-250	-11	109
Solde public (en % du PIB)	-4,5	-3,3	-3,3	-3,7	-3,9

Contact presse : Camille Formentini / 01 80 48 14 80 / cformentini@footprintconsultants.fr